

« CAPITALISME LIBERAL » CONTRE « CAPITALISME D'ETAT »

Dans mon précédent éditorial, j'avais expliqué pourquoi nous étions entrés dans un cycle d'endettement généralisé, en réponse à la baisse prolongée des taux d'intérêt réels dans les principaux pays industrialisés. Cette situation a pour corolaire l'implication accrue des Etats dans le fonctionnement de l'économie, au niveau de son financement, de sa régulation et de son accompagnement social. Ce modèle, qui va continuer à se répandre dans le monde peut être qualifié de « capitalisme d'Etat ».

Dans l'histoire, nous avons identifié quatre modèles économiques prépondérants : le capitalisme libéral, le capitalisme d'Etat, le socialisme centralisé et la théocratie. Précisons chacun de ces modèles.

Le capitalisme libéral est apparu au dix-septième siècle, en Europe, à l'initiative des Pays-Bas et du Royaume-Uni, avec la création de la société anonyme, des bourses des valeurs (Amsterdam, Londres) et l'expansion du commerce international (Compagnie des Indes Orientales, par exemple). Il a culminé à la fin du dix-neuvième siècle grâce à la généralisation du libre-échange, le développement rapide de l'industrialisation en Europe, aux Etats-Unis et au Japon⁽¹⁾. Son moteur principal est l'intérêt individuel de l'agent économique désireux d'améliorer son niveau de vie par son travail et son implication directe dans l'entreprise, essentiellement privée. L'existence d'une forme « d'ascenseur social » va accroître sa motivation.

Après la première guerre mondiale, qui a remis l'Etat au centre du système économique, l'économie libérale est réapparue au cours des années 20, avant d'être balayée par la crise de 29. Ensuite le monde a connu une période au cours de laquelle le protectionnisme, la mise en place aux Etats-Unis de grands travaux (« New Deal ») et en Allemagne d'un régime d'autarcie a rendu la place principale aux Etats, dont l'action s'est affirmée encore plus pendant la seconde guerre mondiale et ensuite durant la période de reconstruction, en Europe occidentale.

L'arrivée au pouvoir successivement de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux Etats-Unis a redonné un coup de fouet au capitalisme libéral, appelé par certains « néolibéralisme ». Cette période semble toucher à sa fin, dans la mesure où l'importance de l'endettement public redonne le rôle principal aux Etats.

Le capitalisme d'Etat a connu son heure de gloire dans la période préindustrielle (avant 1850), au moment où les nations se sont dotées d'Etats forts. Il suffit de rappeler les initiatives de Colbert en France, l'exploitation des mines d'or et d'argent en Amérique latine par l'Espagne et l'émergence de la Prusse. Après 1850, ce capitalisme d'Etat a reflué, face au libéralisme, ne réapparaissant que par moments, ainsi que nous l'avons déjà indiqué (première guerre mondiale, New Deal, seconde guerre mondiale, reconstruction).

Aujourd'hui le modèle du capitalisme d'Etat a été adopté par la Chine, depuis Deng Xiaoping. Les principales activités économiques du pays sont contrôlées par l'Etat chinois, qui néanmoins admet la propriété privée et accepte l'enrichissement lié à la création d'entreprise, cause de fortes inégalités⁽²⁾, contrairement au modèle suivant : le socialisme centralisé.

Dans ce système, l'Etat accapare tous les leviers économiques, interdit la propriété privée et favorise l'égalité sociale. Le moteur de la réussite personnelle, n'est pas l'efficacité managériale, mais l'orthodoxie idéologique (existence d'un parti unique)⁽³⁾. De ce fait, une forte corruption contribue à perturber le bon fonctionnement de l'économie et entraîne au bout du compte un échec généralisé. L'illustration concrète de ce système, c'est l'Union Soviétique ou la Chine populaire, sous Mao Zedong. Aujourd'hui peu de pays privilégient le socialisme centralisé. Citons : Cuba, le Vénézuéla ou la Corée du Nord.

Enfin, dernier modèle : la théocratie. En vigueur fréquemment au Moyen-Age (la Florence de Savonarole, les Etats Pontificaux, etc.), il fut rarement expérimenté dans l'ère moderne (les Mormons, par exemple). Dans l'époque contemporaine, il existe soit en Iran (théocratie chiite), soit en Arabie Saoudite (théocratie sunnite). Dans les deux cas, le système économique s'appuie sur la « charia », qui est la loi coranique. C'est un modèle qui paraît tourné vers le passé, mais qui peut séduire certains Etats au Proche Orient ou en Afrique, où l'islam est prégnant.

Si on considère un pays comme la Russie, on constate qu'il a connu le capitalisme libéral, sous les tsars, le socialisme centralisé, pendant la période soviétique, de nouveau une forme de capitalisme libéral avec Eltsine et le capitalisme d'Etat avec Poutine⁽⁴⁾.

Tournons-nous maintenant vers l'avenir. Si on laisse de côté le modèle théocratique (adopté néanmoins par l'Etat Islamique durant ses 4 ans d'existence) et le modèle socialiste centralisé, qui a clairement montré son inefficacité, il reste 2 modèles concurrents : le modèle capitaliste libéral, tel qu'il est défendu par les Etats-Unis et le modèle capitaliste d'Etat, promu par la Chine.

En quoi la croissance continue de l'endettement mondial va-t-elle jouer, dans cette confrontation actuelle et future ? A la suite de l'épidémie de COVID, l'Etat a ouvert les vannes du financement de l'économie, d'une part, en subventionnant les secteurs touchés par la pandémie (restauration, aéronautique, tourisme, etc.), et, d'autre part, en garantissant les prêts aux entreprises en difficulté. Par ailleurs, les forces populistes des différents pays industrialisés favorisent la mise en place de « politiques industrielles » privilégiant une certaine « souveraineté économique », tout en lorgnant vers le protectionnisme (cf. les initiatives américaines prises par Trump). En Europe, les dépenses publiques ont fortement augmenté depuis 20 ans (en France, elles dépassent 57 % du PIB !). L'arrivée de Joe Biden à la présidence des Etats-Unis pourrait entraîner un interventionnisme accru du gouvernement dans l'économie du pays : nouvelles réglementations plus contraignantes, SMIC généralisé, hausse des impôts, dépenses de santé à travers le système Medicare, etc. Il est clair par ailleurs que la réussite chinoise en matière économique séduit de nouveaux pays, en Asie⁽⁵⁾ ou en Afrique.

Quant aux banques centrales, elles ont perdu une bonne part de leur indépendance : ainsi la B.C.E. ne se préoccupe pas que du niveau d'inflation, mais finance de plus en plus l'économie européenne, à travers l'achat de titres : pour l'instant, des obligations d'Etat, mais bientôt aussi des obligations d'entreprises privées, voire même des actions. En plus d'être le bras armé de la politique monétaire de la zone euro, elle est en train de devenir un élément important de la politique budgétaire, en coordination avec la Commission Européenne et les Etats qui composent l'Union Européenne⁽⁶⁾.

Certes, on peut arguer que la situation actuelle est exceptionnelle, COVID oblige et qu'un retour à la normale interviendra dès qu'un vaccin sera disponible sur le marché. Cela est loin d'être sûr et il sera difficile de revenir en arrière, les individus s'étant habitués à « l'assistanat institutionnel ». C'est tout l'enjeu des prochaines années.

Bernard Marois

⁽¹⁾ Uniquement le fait de groupes privés (cf. le pétrole, les chemins de fer).

⁽²⁾ L'indice GINI, qui mesure les inégalités dans un pays est au même niveau en Chine et aux Etats-Unis !

⁽³⁾ Comme aussi dans le modèle du capitalisme d'Etat (Chine, Allemagne nazie).

⁽⁴⁾ Nous avons volontairement accentué les particularités de chaque modèle et la réalité est naturellement plus nuancée. Cependant on est obligé de reconnaître que Poutine a procédé à une prise de contrôle de l'Etat sur la plupart des entreprises extractives de Russie, sur les activités de haute technologie et sur la recherche scientifique, tout en surveillant les entreprises privées à dimension stratégique.

⁽⁵⁾ La Chine vient de finaliser un traité régional, le RCEP (Regional Commercial and Economic Pact), qui réunit 15 pays, sous son égide : la Chine, les 10 pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cet ensemble compte 2 milliards d'habitants et réalise 30 % du PIB mondial !

⁽⁶⁾ Il est intéressant de noter l'évolution de la position de l'Allemagne, autrefois arc-boutée sur les règles du traité de Maastricht (30 % de déficit maximum et 60 % d'endettement) et aujourd'hui ouverte à des aménagements très conséquents de ce traité qui jadis auraient été considérés comme laxistes.